

Nos unifs ne sont pas égales face à la menace d'un Brexit dur

La majeure partie des fonds européens que les universités belges obtiennent grâce à des consortiums de recherche sont liés à des universités britanniques.

FRÉDÉRIC ROHART

Sans contrat de divorce à l'amiable, le Brexit marquerait une rupture dans les relations entre les universités du continent et celles du Royaume-Uni. Ce serait un désastre pour la recherche européenne, alors que les institutions britanniques se classent parmi les meilleures au monde. Cela pourrait aussi poser un problème aux universités du continent dans leur accès aux financements européens. Car si l'Union finance des projets individuels, elle soutient aussi les projets collaboratifs. Et les consortiums auxquels participent les universités francophones belges sont très majoritairement formés avec des chercheurs britanniques.

Mons, la plus dépendante

C'est ce que révèle une cartographie menée par le centre d'étude de la vie politique de l'ULB (Cevipol) sur 272 projets financés ces quatre dernières années. Elle montre que

dans le cadre du programme de financement européen en cours (Horizon 2020), l'UCLouvain a décroché 55,37 millions d'euros de contributions européennes à la recherche, devant l'Université libre de Bruxelles (33,89 millions), l'Uliège (25,64 millions), l'UNamur (7,41 millions), l'UMons (4,81 millions) et Saint-Louis (0,17 million). Les financements alloués pour des projets menés dans le cadre de consortiums représentent grosso modo la moitié des aides européennes à la recherche en Belgique francophone. Or dans toutes les universités du sud du pays, les consortiums avec des universités britanniques pèsent plus lourd que les autres. L'Université de Mons, qui participe exclusivement à des consortiums avec les Anglais, est ainsi la plus dépendante des universités de la communauté française à des partenariats britanniques, montre l'étude de Fanny Sbaraglia et Emilien Paulis.

Le pire des scénarios serait que le Royaume-Uni devienne simplement un État tiers suite à un Brexit dur. L'espoir reste qu'un accord – voire une annulation du Brexit – permette de maintenir les universités britanniques dans le giron du prochain programme de financement de la

recherche européenne, Horizon Europe. En tout état de cause, les chercheurs semblent sereins face au Brexit, explique Fanny Sbaraglia, parce qu'ils sont confiants dans leur pouvoir de résilience: s'ils doivent se passer des Britanniques, ils seront capables de monter des consortiums alternatifs.

Des logisticiens locaux

Quelle que soit l'issue, les chercheurs du Cevipol estiment que la communauté française devrait renforcer la capacité de ses universités à participer à des consortiums européens. Et cela en renforçant et décentralisant la fonction de logisticiens de recherche. «Des postes de scientifiques hautement qualifiés qui aident au montage de projets», explique Fanny Sbaraglia. Car si les scientifiques n'ont pas de problème à expliquer leur projet à l'Europe, ils peinent à montrer les dossiers qu'elle requiert.

Les auteurs de l'étude n'ont pas comparé la situation des universités francophones à celle d'autres régions. L'an dernier, les universités et entreprises de Wallonie avaient capté seulement 11% du 1,48 milliard d'aides injectées par le programme européen Horizon 2020 en Belgique.

